

Ce genre de situation mine la confiance dans notre monnaie, dans notre pays et dans notre économie tout entière. La perte de confiance que suscite le gouvernement se traduit par une hausse du taux de chômage, l'amenuisement de nos possibilités économiques, l'éclatement de nombreux foyers et il conduit notre jeunesse au désespoir.

Si le gouvernement acceptait aujourd'hui de ne demander que 15 milliards de dollars au lieu de 29.5 milliards dans ce projet de loi sur le pouvoir d'emprunt, cela aurait un effet miraculeux sur notre économie. Certes, une telle mesure obligerait peut-être le gouvernement à réduire certains programmes; mais c'est de toute façon ce que proposent de faire certains candidats à la direction du parti libéral. Pourquoi attendre l'été? Agissons dès maintenant.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots aujourd'hui pour m'opposer au projet de loi portant pouvoir d'emprunt dont la Chambre est saisie. En effet, j'ai l'impression que le gouvernement d'en face a emprunté beaucoup d'argent et accumulé un déficit énorme, sans avoir établi de plan ou de projet véritable quant à l'orientation qu'il veut donner à notre pays au cours des prochaines années.

[Français]

Maintenant, monsieur le Président, nous avons devant le Parlement le projet de loi C-21 par lequel le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter un autre 29,5 milliards de dollars pour l'année financière 1984-1985. Mais, monsieur le Président, maintenant le déficit national, le déficit public est très, très élevé dans ce pays! On accuse un déficit de 151 milliards de dollars et c'est beaucoup d'argent pour un pays comme le Canada, c'est à peu près 6,000 dollars pour chaque personne au Canada et cela fera un déficit énorme et très, très élevé pour ce pays. Et voici une autre manière de dire la même chose: Quand on paie des taxes, monsieur le Président, environ 21 cents par dollar servent à payer le montant d'intérêt sur le déficit du gouvernement fédéral, ici au Canada, et cela fait beaucoup d'argent. Nous avons maintenant un autre projet de loi devant la Chambre qui demande aux parlementaires de donner l'autorisation au gouvernement fédéral d'emprunter un autre 30 milliards de dollars et d'après moi, cela fait trop sans un plan national, sans une vision nationale pour l'avenir de notre pays.

[Traduction]

Si nous devons emprunter autant d'argent, il nous faudra établir de façon très précise l'objectif que notre pays souhaite atteindre. Je n'ai aucune objection à ce que l'on emprunte ou que l'on accumule un déficit si cet argent sert à des projets précis qui permettront de créer des emplois à long terme et d'offrir la sécurité économique aux Canadiens. A ce moment-là, cela revient au même que lorsqu'un agriculteur de ma circonscription emprunte quelques milliers de dollars pour acheter un quart de section de terre en vue d'étendre son exploitation, ou encore, lorsqu'un exploitant de petite entreprise emprunte pour accroître son entreprise afin d'être plus efficace et plus productif et de créer plus d'emplois. Autrement dit, c'est un investissement dans l'avenir de l'entreprise ou de l'exploitation agricole, que l'agriculteur ou l'homme d'affaires rentabilisera. Par ailleurs, je m'oppose au principe d'emprunter

Pouvoir d'emprunt—Loi

pour prendre des vacances ou pour acheter une voiture très chère, ou encore pour organiser des soirées bien arrosées d'alcool. Ce genre d'emprunt est très néfaste, qu'il s'agisse d'un particulier, d'un gouvernement provincial ou du gouvernement fédéral. C'est ce qui me préoccupe le plus de la part du gouvernement d'en face.

• (1610)

Je voudrais ramener ce problème à l'échelle de ma province, la Saskatchewan, monsieur le Président. Au cours des années 30 et 40, la Saskatchewan était une province très pauvre. Nous avons connu une dépression et une sécheresse terribles. Pour cette raison, un vieux gouvernement libéral dirigé par un dénommé Patterson s'est considérablement endetté, dans cette province. Lorsque le CCF a gagné les élections de 1944, le nouveau gouvernement, sous la direction de Tommy Douglas, a réussi à libérer la province de ses dettes et à créer bon nombre de services qui n'existaient pas dans les autres régions du pays. Le gouvernement de ma province a été obligé d'emprunter pour parvenir à de tels résultats. Il a emprunté, par exemple, pour mettre sur pied la société hydroélectrique de la Saskatchewan. Une fois la dette remboursée, ce sont les habitants de la Saskatchewan qui sont devenus propriétaires de ce service public. C'était à peu près comparable à une hypothèque sur une maison qu'on a fini de rembourser.

L'autre exemple de cette réussite est, bien entendu, la société de téléphone de la Saskatchewan. On a emprunté pour la bâtir et pour en faire la plus efficace de toutes les sociétés de ce genre, publiques ou privées. L'emprunt est remboursé maintenant et elle appartient vraiment aux habitants de la Saskatchewan.

Que s'est-il passé depuis, monsieur le Président? Nous avons eu un gouvernement qui était parfaitement capable d'avoir un budget équilibré sans endetter les habitants de ma province. On nous accuse souvent d'être un parti dépensier. On dit que nous aimons bien ouvrir les cordons de la bourse et que nous sommes de mauvais gestionnaires. Que nous n'avons aucun sens des responsabilités. On nous accuse souvent de ce genre de chose, pas uniquement le gouvernement en face, mais les conservateurs, à l'autre bout de la Chambre.

Je constate que mon collègue, le député de Kindersley-Lloydminster (M. McKnight) est parmi nous ce soir. Je suis persuadé qu'il conviendrait avec moi que jamais un gouvernement n'a aussi mal géré les deniers publics dans notre province que celui du premier ministre Grant Devine depuis deux ans. Il n'y a pas deux ans qu'il est au pouvoir et le déficit provincial atteint presque les 550 millions de dollars. Or, comme la province compte un million d'habitants, cela fait une dette de \$550 par personne. Jamais nous n'avons vu rien d'aussi irréfléchi à l'époque des Douglas, des Blakeney, voire même du premier ministre libéral Ross Thatcher entre 1964 et 1967. L'intérêt sur cette dette de 550 millions de dollars a atteint le sommet incroyable de 1 million de dollars par semaine. On me dit que Grant Devine voudrait faire aussi bien que les gens d'en face parce qu'il présente un autre budget demain soir.

M. le vice-président: Je voudrais que le député s'en tienne au C-21, qui est une mesure du gouvernement fédéral.